

Les conditions du rapport de forces existent pour mettre en échec ce plan de casse des retraites.

## LES SALARIES ONT A LEUR DISPOSITION TOUS LES ARGUMENTS POUR CONTRER L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE DU POUVOIR

- Il est absurde de prétendre faire travailler les plus de 60 ans quand des millions de plus jeunes sont au chômage.
- Le prétexte démographique ne tient pas devant les gains de productivité du travail. (une comparaison : 800 000 agriculteurs nourrissent mieux les Français en 2010 que 10 millions en 1945).
- Les 7,7 milliards d'€ de déficit de la branche vieillesse en 2009, année de « crise », sont à comparer aux 33 milliards d'€ d'allègements de cotisations sociales patronales.
- Avec la crise et la chute de la Bourse, la capitalisation a du plomb dans l'aile. Les retraités et futurs retraités américains ont vu leur épargne retraite placée dans les fonds de pension, fondre de 27% en 2008.

## LA QUESTION DU RASSEMBLEMENT EST PRIORITAIRE

La démonstration est faite : aucune des promesses des contre-réformes n'a été tenue, mais le niveau moyen des retraites a baissé de 20% depuis 1993. L'entreprise de division entre salariés du privé et du public, contre les régimes spéciaux en 2007, la fonction publique en 2003, en jouant des différences réelles (évolution de carrière, prise en

compte des primes), a servi à faire reculer la situation de tous. Tous les salariés ont donc intérêt à défendre ensemble les régimes de chacun. Les retraites représentent un point de convergence objectif évident de toutes les luttes qui montent dans le pays.

### **La recherche de l'unité des organisations ne doit pas être un frein au rassemblement des salariés, des jeunes, des retraités, au plan syndical comme au plan politique.**

Le 17 janvier, Martine Aubry a lâché qu'elle envisageait le report de l'âge de départ à 62 ans. François Hollande accepte l'idée d'un allongement de la durée de cotisation. Le PS, comme la social-démocratie des autres pays, partage les orientations de l'UE. La perspective pour gagner la nouvelle bataille des retraites ne peut être d'attendre l'alternance en 2012 ou de s'abaisser au niveau des positions du PS. Elle se situe dans la mobilisation de masse.

### **L'urgence, c'est d'inverser le processus de démantèlement, c'est-à-dire :**

- Défendre le droit à la retraite au plus tard à 60 ans pour tous (55 ans pour les métiers pénibles).
- Refuser tout allongement de la durée de cotisation.

**Mais il est nécessaire d'aller plus loin.** Le droit à la retraite à 60 ans, à taux plein (75% du salaire brut) est de moins en moins satisfait. L'âge moyen de départ recule chaque année : 61,7 ans avec 72% du salaire en 2009. De nombreuses femmes notamment sont pénalisées. Quant au pouvoir d'achat des retraités, il ne cesse de reculer. **Aucune retraite ne devrait se situer en-dessous du SMIC.**

### **Pour améliorer le niveau de retraite, il faut revenir sur les contre-réformes passées**

- Les retraites doivent être à nouveau indexées sur l'évolution des salaires (et non sur l'inflation officielle).
- Le départ à 55 ans doit être accordé aux métiers pénibles.
- Pour des retraites décentes à 60 ans, on peut et on doit revenir aux 37,5 années de cotisation et au calcul sur les 10 meilleures années. Ce mode de calcul assure la légitimité du système pour les salariés et son lien avec le travail. Il ne faut surtout pas l'abandonner.

**Au centre du financement doit rester et être pleinement rétablie la cotisation sociale,** lien solidaire entre travailleurs actifs et retraités. Taxer les revenus financiers, c'est très bien. Mais on ne peut asseoir les retraites sur cette ressource aléatoire dépendant du capital. La finance ne crée pas de richesses, elle pompe celles créées par le travail. Le besoin de financement actuel du système peut être solutionné. Rien que la suppression des 33 milliards d'€ d'allègement de cotisations patronales (dont la moitié de cotisations vieillesse) n'a servi qu'à nourrir les profits des grandes entreprises et les dividendes des actionnaires. Même la Cour des Comptes a dû reconnaître leur absence d'effet sur l'emploi.

L'augmentation des salaires, les embauches, dans le privé comme dans le public, augmentent naturellement les ressources des différents régimes de retraite. 100€ d'augmentation pour tous les salariés représenteraient 10 milliards d'€ de cotisations supplémentaires. Des formes de rémunération, notamment pour les patrons (stock-options...) échappent scandaleusement aux prélèvements sociaux.

Enfin, on ne voit pas pourquoi le cours de l'histoire du progrès social devrait s'interrompre. Quand le besoin s'en fera sentir, il faudra augmenter le taux de cotisations patronales, bloqué depuis 1979. **Les gains de productivité, la richesse produite par le travail doivent aller aux travailleurs actifs et retraités. Là aussi est le choix de société fondamental.**